



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2872
18 août 2023
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

À bas les guerres de l'impérialisme!



Hausse des prix

**Profits pour les uns,
privations pour les autres**

pages 3 et 4

Migrants morts en mer

**La politique criminelle
des États**

page 3

Leur société

- Migrants morts dans la Manche : l'État français responsable 3
- Chômage : la hausse continue 3
- Électricité : le grand racket 3
- Alimentation : hausse des prix et des privations 4
- Prix de l'essence : au bonheur de Total 4
- Sagesse paysanne 4
- Fil rouge 4
- Retraités : petite pension ne grandira guère 5
- RER B : interruption le 14 août, une de plus 5
- Flexibus, BlaBlabus : très chers bus 5
- Allocation de rentrée scolaire : un cache-misère 5

Dans le monde

- Niger : l'impérialisme à la manœuvre 6
- Iran : répression contre les femmes 6
- Ukraine : guerre et corruption en grand 7
- Un conflit qui n'en finit pas 7
- Grande-Bretagne : une prison flottante pour les migrants 8
- Amazonie : malade du capitalisme 8
- Pétrole : record de consommation 8
- États-Unis : incendies catastrophiques, incurie capitaliste 12
- Pakistan : catastrophe ferroviaire 12

Dans les entreprises

- Urgences : chronique d'une catastrophe annoncée 10
- Hôpital de la Pitié-Salpêtrière : un mois d'août intenable 10
- Laser Propreté - SNCF Marseille : les grévistes tiennent bon 10
- Renault - Flins : la production de voitures s'arrête, pas celle du profit 11
- Aéroport de La Rochelle : il n'y a pas que les avions qui volent 11

Il y a 70 ans

- 1953 : la fin de la guerre de Corée 9

Agenda

- Fêtes régionales de Lutte ouvrière 3
- Lutte ouvrière à votre rencontre 12

À bas les guerres de l'impérialisme !

Les bruits de bottes continuent de se faire entendre en Afrique, dans la région du Sahel. Réunis jeudi 10 août, les chefs d'État de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) ont ordonné « l'activation immédiate » d'une force d'intervention pour rétablir le président du Niger renversé par un coup d'État militaire fin juillet. Derrière elle, les dirigeants américains et français sont à la manœuvre. Macron, le plus va-t-en-guerre, a laissé clairement entendre que les 1 500 soldats français présents sur le territoire nigérien soutiendraient activement une telle intervention.

En attendant, le Niger connaît depuis deux semaines un véritable blocus. Sa population, dont plus de la moitié vit déjà au-dessous du seuil de pauvreté, doit subir des coupures de courant, le blocage des transactions bancaires, l'envolée des prix des denrées alimentaires et les pénuries de plus en plus nombreuses.

Les puissances impérialistes se posent en défenseurs de la démocratie, mais elles défendent en réalité le droit de quelques grands groupes industriels et financiers de poursuivre leur mise en coupe réglée de cette région. Les « intérêts français » que Macron cherche à protéger, ce sont ceux d'Orano, ex-Areva, qui exploite l'uranium du Niger depuis 50 ans, ceux de Total, de Bouygues et de tous les capitalistes français qui font des profits en condamnant les travailleurs et les classes populaires africaines au sous-développement et à la misère.

Au Niger, pour trouver un soutien populaire, les militaires putschistes dénoncent aujourd'hui le pillage du pays par la France, mais il y a encore quelques semaines, ces membres des sphères dirigeantes de l'armée s'en faisaient les complices. Ils prélevaient leur part du butin, tout comme les dirigeants corrompus qu'ils ont renversés et que les dirigeants américains et français défendent au nom de la « démocratie ». Les gouvernements occidentaux pourraient tout à fait trouver un terrain d'entente avec ces militaires qu'ils connaissent d'autant mieux qu'ils les ont formés. Mais ils n'acceptent pas qu'on fasse mine de leur tenir tête, surtout dans un contexte où l'ensemble des relations internationales se tendent.

L'épreuve de force au Niger s'inscrit dans la guerre plus générale et permanente que les grandes puissances se mènent pour le contrôle

de marchés, de sources de matières premières et de zones d'influence. Elles cherchent à avoir la mainmise sur l'Afrique comme sur le reste du monde, et même sur l'espace ! Le système impérialiste plonge en permanence bien des peuples dans des guerres barbares. Avec l'aggravation de la crise et de la guerre économique entre les États, les grandes puissances se sont lancées dans une escalade susceptible de conduire le monde à une guerre généralisée.

Depuis un an et demi, à l'est de l'Europe, un conflit meurtrier oppose les pays impérialistes, États-Unis en tête, à la Russie de Poutine par Ukrainiens interposés. La tension avec la Chine s'exacerbe. Les grandes puissances augmentent fortement leurs dépenses militaires, leurs états-majors se préparent à des guerres « de haute intensité » dans lesquelles leurs populations seront, elles aussi, plongées tôt ou tard.

Ici, en France, les travailleurs et les classes populaires ne meurent pas sous les bombes. Mais ils payent déjà les conséquences de ces préparatifs militaires. Les milliards qui sont consacrés à produire des armements toujours plus coûteux manquent pour les hôpitaux, les écoles, le logement, les transports... Mais ils font la fortune de certains industriels, les Dassault et autres producteurs d'engins de mort. Dans une situation économique incertaine, les capitalistes sont les grands gagnants de la mise en place d'une « économie de guerre » qui leur garantit des profits à la hausse.

Les gouvernements et tous les représentants politiques de la bourgeoisie prétendent que ces dépenses militaires sont destinées à « défendre le pays ». Le même argument sera utilisé demain pour nous mobiliser et nous envoyer nous entretenir contre d'autres travailleurs, auxquels les mêmes discours mensongers auront été tenus.

Alors que l'avenir laisse prévoir des crises toujours plus graves et des guerres toujours plus étendues, le sort des travailleurs ne doit pas rester entre les mains des classes dirigeantes, de leurs gouvernements et de leurs états-majors. Il faut exproprier les groupes capitalistes travaillant pour la guerre et confisquer leurs bénéfices, pour consacrer ces milliards à embaucher dans les hôpitaux et dans les écoles. La société doit être dirigée par les travailleurs, c'est le seul espoir pour l'humanité d'échapper à la catastrophe !



Migrants morts dans la Manche: l'État français responsable

Des migrants se noient tous les jours en tentant de gagner l'Europe sur des embarcations de fortune. À ceux qui meurent ainsi aux portes de la Tunisie, de la Grèce, de l'Italie ou de l'Espagne s'ajoutent ceux qui périssent dans les eaux françaises, sous les yeux et par la faute de l'État français.

Ainsi, samedi 13 août, six Afghans sont morts lors du naufrage d'une embarcation sur laquelle 65 migrants tentaient de gagner l'Angleterre. Six morts qui s'ajoutent à des centaines d'autres, voilà tout le résultat de la politique criminelle menée depuis des années par les gouvernements français et britannique des deux côtés de la Manche.

Des milliers de

personnes tentent chaque année la traversée sur des canots pneumatiques, à travers une mer sillonnée de pétroliers et de porte-conteneurs géants, parce que les autorités françaises ont systématiquement fermé toute autre voie de passage.

À Calais et aux alentours, ce sont des centaines de millions qui ont été engloutis en patrouilles de contrôle, murs hérissés de

barbelés, caméras infrarouges, drones, détecteurs de CO₂, etc. Le seul contrôle des camions sur le port de Calais représenterait 8 millions d'euros chaque année, sans compter la chasse à l'homme autour du tunnel sous la Manche. Tout a été mis en œuvre pour rendre la vie impossible aux migrants, jusqu'à placer des grillages sous les ponts du centre-ville de Calais afin de les empêcher de s'y abriter.

Rien n'y fait car ces milliers de réfugiés, qu'ils viennent d'Afghanistan, de Syrie ou du Soudan, ont déjà parcouru des milliers de



kilomètres et risqué plusieurs fois leur vie. Le seul effet de cette guerre faite aux migrants est donc de les repousser vers la mer, par laquelle des réseaux de passeurs proposent de tenter une traversée extrêmement dangereuse.

Une fois de plus, les gouvernements français

et britannique, rarement à court de cynisme dans ce domaine, se renvoient la balle et axent leurs discours contre les réseaux de passeurs qu'ils alimentent eux-mêmes. Quoi qu'ils en disent, c'est bien leur politique qui transforme la Manche en cimetière.

Malik Rieux

Chômage: la hausse continue

L'Insee annonce une quasi-stabilité du nombre de chômeurs au mois d'août, avec 2,2 millions de personnes, soit 7,2% de la population active. Et les soutiens du gouvernement de se féliciter de l'efficacité de sa politique et d'entrevoir le plein-emploi pour la fin du quinquennat.

Ni les chômeurs, ni leur famille, ni les millions de travailleurs précaires, déclarés ou pas, ni les habitants des villes et quartiers dévastés par les fermetures d'usine ne croient à ces mensonges, si toutefois ils les entendent. Il n'y a en effet qu'un rapport lointain entre la propagande gouvernementale et la réalité.

L'Insee, à la demande du gouvernement, parle de « chômeurs au sens du Bureau international du travail ». C'est une notion très restrictive, comprenant par exemple le fait qu'on

« cherche activement du travail » et qu'on est disponible dans les deux semaines. Les données fournies sont extrapolées d'un sondage. Or, si l'extrapolation est fondée mathématiquement, les questions posées sont choisies pour minimiser le résultat. Il s'agit désormais de se déclarer prêt immédiatement à prendre n'importe quel emploi.

Pôle emploi, quant à lui, comptabilise ceux qui viennent dans ses bureaux. Bien que cela exclue a priori beaucoup de monde, depuis les sans-papiers

jusqu'aux travailleurs découragés, Pôle emploi recense un million de chômeurs de plus que l'Insee. Et il s'agit de personnes effectivement inscrites. La différence est tellement énorme que l'Insee parle d'un « halo » de chômeurs, proches de l'emploi ou de travailleurs proches du chômage, dans lequel on trouverait par exemple un travailleur trop âgé ou trop mal en point pour être exploitable avec profit.

Le gouvernement prétend ainsi aller vers le plein-emploi statistique, soit 5% de chômeurs au sens du BIT. Cela consiste à exclure ceux que le travail a brisés et à briser ceux qui peuvent encore travailler. Autrement dit, la pleine exploitation.

Paul Galois

Électricité: le grand racket



Des clients du distributeur d'énergie ENI ont été abasourdis en recevant des factures de régularisation de plusieurs milliers d'euros sans que cela corresponde à une augmentation de leur consommation d'électricité.

Pour augmenter le nombre d'abonnés, ENI proposait des contrats avec un prix variable momentanément moindre que celui de ses concurrents. Aujourd'hui il se rattrape en augmentant fortement ses tarifs, alors même que les prix du marché de l'électricité sont plutôt à la baisse.

Ces augmentations sont extrêmes, mais ce sont tous les ménages qui sont touchés par la hausse du prix de l'électricité, qu'ils soient restés chez Enedis, la filiale d'EDF, ou qu'ils aient choisi un fournisseur alternatif. Même le tarif réglementé vient d'augmenter de 10%, après avoir subi une hausse de 4% l'an dernier, puis de 15% en début d'année. Les

ménages populaires sont de plus en plus nombreux à devoir moins se chauffer l'hiver et à risquer des coupures pour impayé.

Les prix de gros de l'électricité n'ont aucun rapport avec ce qu'il en coûte de produire cette énergie mais bien plus avec la spéculation. Ainsi, sur le marché européen, le prix au jour le jour du mégawatt/heure était de 86,7 euros le 15 août. Il y a un mois, le 15 juillet, les distributeurs l'achetaient à 18,35 euros; et il y a un an, le 29 août 2022, il valait 733,64 euros! Évidemment les requins de la distribution répercutent sur les consommateurs bien plus les hausses que les baisses.

Lucien Déroit

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Montbéliard

Samedi 16 septembre à partir de 16h

La Roselière
Place du Champ-de-foire



Lyon

Samedi 23 septembre à partir de 17h

Dimanche 25 septembre de 11h30 à 19h

à Saint-Priest
Espace Mosaïque

Débat avec
Nathalie Arthaud

Lille

Samedi 30 septembre de 15h à minuit

à Villeneuve-d'Ascq
Espace Concorde

Cousinerie
rue Carpeaux

Débat avec
Nathalie Arthaud

Alimentation : hausse des prix et des privations

D'après l'INSEE, les prix alimentaires ont augmenté de 18% en un an et demi. Comme les salaires et retraites ne suivent pas, loin de là, beaucoup de travailleurs ont dû se priver : acheter de moins grandes quantités, des produits moins chers, limiter l'achat de certains produits comme la viande.

D'après un sondage IFOP, 28% des personnes affirment sauter régulièrement un repas. Signe qui ne trompe pas, en dix ans le nombre de personnes accueillies par les banques alimentaires a été multiplié par trois, atteignant 2,4 millions de bénéficiaires fin 2022.

Les paniers anti-inflation, promis d'abord par le gouvernement, puis laissés à la discrétion des grandes enseignes, n'ont en rien permis d'améliorer

significativement la situation pour les travailleurs. D'ailleurs, toutes ces enseignes continuent à faire des profits importants, ce qui montre la limite de leurs « efforts ».

Le gouvernement promet depuis des mois des chèques anti-inflation, des chèques alimentaires, sans que l'on voie venir grand-chose. Tous ces saupoudrages, quand ils voient le jour, ne concernent qu'une fraction de ceux qui en ont besoin, et dépassent



rarement quelques dizaines d'euros., sans rien résoudre pour les familles. Ils introduisent, en outre, un ferment de division entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas droit à telle ou telle aide.

La seule solution pour

les travailleurs serait d'imposer l'augmentation des centaines d'euros nécessaires pour compenser la perte de pouvoir d'achat subie ces dernières années et l'indexation des salaires sur les prix.

Félix Talon

Prix de l'essence : au bonheur de Total

Gazole ou SP95, le prix des carburants n'a cessé de grimper depuis le début de l'été. Quatorze centimes de plus pour l'un, onze pour l'autre, plus encore sur les autoroutes, dont le client est captif : le budget voiture des vacanciers vire au noir.

Faute de solution, mises à part les anecdotiques applications à la quête de la station la moins chère, les explications qui n'en sont pas vraiment se succèdent dans les médias. L'euro serait en baisse par rapport au dollar, la monnaie d'échange de l'or noir. Les pays producteurs,

Russie et Arabie saoudite en tête, réduiraient leur production pour faire grimper les prix. Mais les stocks échangés n'ont-ils pas été constitués avant cette décision ? La Chine consommerait davantage d'énergie fossile, on évoque 800 millions de barils supplémentaires

en 2023, soit 2% d'augmentation. On est loin de celle du litre de carburant à la pompe ! Certains vont jusqu'à mettre en cause la fréquence des voyages en avion, qui exploserait cet été...

Plus prosaïquement, rien ne vient plus tempérer les prix en folie, ni la ristourne de l'État (financée avec l'argent public), terminée fin 2022, ni l'indemnité carburant qui était accessible à certains jusqu'à fin mars. Le seul faible frein reste l'engagement d'une des principales sociétés pétrolières, TotalEnergies, à plafonner à 1,99 euro dans ses 3400 stations, et jusqu'à fin 2023 seulement, le prix d'un litre de gazole ou de SP95. Il n'empêche que, pour les utilisateurs de véhicules diesel, le carburant vient encore d'augmenter de trois centimes en une semaine.

Les taxes sur les carburants sont certes un des impôts qui, au même titre que la TVA, pèsent sur tous les consommateurs, et encore plus lourdement sur les plus pauvres. Et ce de façon d'autant plus injuste



que, dans de nombreuses régions, on ne peut aller travailler, faire ses courses, faire la moindre démarche sans véhicule.

Mais que dire des capitalistes du pétrole, les Shell, Chevron, ExxonMobil, qui ont doublé leurs profits en 2022, à commencer par TotalEnergies et ses 19 milliards d'euros de bénéfice annuel ! Ce dernier, qui depuis des années ne paye pas d'impôts en France sous prétexte que le pétrole est taxé dans les pays producteurs, s'est montré généreux avec ses actionnaires, auxquels il a distribué sur la même période près de dix milliards d'euros de dividendes.

De quoi remplir copieusement les réservoirs de leurs superyachts... et faire encore grimper les prix !

Viviane Lafont

Sil rouge

Retour de bâton

Le ministre de l'Intérieur, Darmanin, avait décidé de dissoudre le collectif écologiste Les soulèvements de la terre en l'accusant d'appeler à des actions violentes, comme lors de la manifestation contre le projet de mégabassine à Sainte-Soline.

Le Conseil d'État a considéré que rien ne permettait d'établir que ces écologistes « cautionnent les violences contre les personnes » et a suspendu la décision.

L'affaire n'est pas terminée mais, pour une fois, Darmanin, qui n'hésite pas à cautionner la violence quand elle vient de ses troupes, a pris une claque.

Étudiants : et vogue la galère !

Selon le syndicat étudiant UNEF, le coût de la vie étudiante a augmenté de 6,47% par rapport à 2022, ce qui correspond à une hausse de près de 50 euros par mois. Cette augmentation est notamment liée à celle de l'alimentation (+18%), de l'électricité (+10,1%), des transports, des loyers...

Le gouvernement, lui, annonce une revalorisation de 37 euros par mois des bourses étudiantes, pour ceux qui les perçoivent.

Ce n'est pas avec ça que l'on va voir disparaître les files d'attente pour les distributions de nourriture dans les universités.

La loi du marché

La SNCF vient d'annoncer que les voyageurs pourraient désormais payer en trois fois les billets de train ou de bus achetés sur son site Internet (FlixBus, BlaBlaBus), à condition que le prix dépasse 150 euros et moyennant des frais de 1,5% du prix du billet.

Mais en une, deux ou trois fois, le problème c'est le prix aux périodes d'affluence : le 12 août, un aller en train Paris-Nice coûtait 142 euros et le Paris-Biarritz 186 euros.

Sagesse paysanne

Arnaud Rousseau, modeste agriculteur, s'est penché sur les difficultés alimentaires des pauvres. Elles ne viendraient pas du prix des denrées mais des choix des consommateurs. Certains d'entre eux préféreraient acheter des portables, voire partir en vacances, plutôt que de se payer des produits du terroir. Cela, toujours d'après Arnaud Rousseau, affamerait les enfants, et surtout conduirait

l'agriculture française à la faillite.

Ce monsieur, cumule une exploitation de 700 hectares, soit près de dix fois la propriété agricole moyenne, et la présidence du groupe Avril, c'est-à-dire des huiles Lesieur et Puget. Il est aussi le président du principal syndicat agricole. C'est dire s'il s'y connaît en fins de mois difficiles.

P.G.

Retraités : petite pension ne grandira guère

Avec les six nouveaux décrets d'application de la contre-réforme des retraites, parus le 11 août, les commentateurs ont fait valoir que des centaines de milliers de retraités ou futurs retraités allaient bénéficier d'une augmentation de 100 euros par mois.

Il s'agit, en y regardant de plus près, d'une hausse des minima de pension, assortie de conditions strictes. Les personnes concernées doivent toucher leur retraite à taux plein, avoir cotisé 120 trimestres au régime général et ne pas dépasser, toutes pensions confondues, un montant total d'un peu plus de 1 350 euros. L'administration évalue à 700 000 les retraités qui pourraient bénéficier de ces 100 euros de rallonge en septembre ou octobre. Un million d'autres, notamment parmi les actifs qui partiraient ensuite, pourraient à leur tour les

toucher.

Un des arguments, aussi peu convaincant que les autres, vu le rejet massif dont la réforme du gouvernement a été l'objet pendant des mois, était que les plus petites pensions seraient augmentées, et qu'aucune ne serait inférieure à 1 200 euros. On voit de quelle poudre aux yeux il s'agissait ! Non seulement les retraités touchant des pensions insuffisantes pour vivre sont toujours légion, puisque fin 2022 les statistiques établissaient qu'un tiers d'entre eux percevaient la retraite minimum. Mais c'est sans



parler de ceux et surtout celles qui, par obligation, non-déclaration, maladie, situation d'aidant ou autre, n'ont pu valider une carrière complète, comme disent froidement les textes. Et nombreuses sont

ces petites pensions, inférieures même à 1 000 euros, qui n'auront même pas droit à cette augmentation, parce que ne remplissant pas toutes les conditions, en particulier la carrière complète.

Par quelque bout qu'on la prenne, décret d'application après décret d'application, la contre-réforme imposée par Macron et le patronat se révèle une attaque antiouvrière, antipauvre.

Viviane Lafont

RER B : interruption le 14 août, une de plus

Le RER B, qui traverse la région parisienne du nord au sud et transporte environ 200 000 personnes par jour, a été coupé du 12 au 14 août pour travaux.

C'est notamment le tronçon nord qui était sous tension, puisqu'il dessert l'aéroport de Roissy et transporte quotidiennement plusieurs dizaines de milliers de travailleurs : agents de nettoyage ou de sécurité, ouvriers, aides-soignantes ou bagagistes. Ces salariés pouvaient difficilement répondre aux appels de la RATP et des pouvoirs publics incitant depuis des mois à télétravailler ou à poser un jour de congé ce

lundi 14 août.

Les bus de substitution ne pouvaient transporter, au mieux, que la moitié du nombre habituel de passagers sur ce tronçon. En réalité les travailleurs de Seine-Saint-Denis les connaissent bien, ces bus de substitution, car ces dernières années les coupures le week-end sont devenues habituelles : quand on arrive à en prendre un, il faut compter le double voire le triple du temps de trajet en

RER. C'était en revanche la première fois qu'une telle coupure avait lieu en semaine, ce qui a obligé des dizaines de milliers de travailleurs à rallonger leur temps de trajet de 45 minutes voire une heure, à l'aller et au retour.

Ces travaux étaient prévus pour créer des voies de retournement censées améliorer la fluidité du trafic en cas de problème, mais aussi pour préparer l'arrivée du CDG Express, une ligne privée qui desservira directement l'aéroport de Roissy depuis Paris, pour la

modique somme de 24 euros. Autant dire un projet qui concerne assez peu les travailleurs qui utilisent le RER au quotidien.

Cette coupure du 14 août s'est ajoutée à la situation habituelle du RER B, avec ses retards et pannes à répétition, résultat de décennies de sous-investissement sur

les voies, les rames ou encore l'alimentation électrique, dénoncée depuis longtemps par les associations d'utilisateurs et les cheminots eux-mêmes. Le ministre des Transports Clément Beaune et la RATP, eux, promettent des améliorations... pour plus tard.

Malik Rieux

Flexibus, BlaBlabus : très chers bus

En 2015, Macron, alors ministre de l'Économie, dans son projet de « libérer l'activité », c'est-à-dire de laisser le champ encore plus libre au patronat, annonçait la création de lignes d'autocars pour améliorer les déplacements en France.

Avec sa délicatesse habituelle, il désignait « les pauvres (...) les sans-emploi, précaires et fragiles » comme le nouveau public de voyageurs car « l'autocar, c'est deux fois moins cher ».

Au fil des années, les entreprises de transport qui ont tenté l'expérience se sont réduites à deux grosses sociétés, dont FlixBus, qui détient déjà l'écrasante majorité des transports de ce

genre en Allemagne, et BlaBlacar, sous l'étiquette BlaBlabus, après avoir racheté Ouibus, une filiale de la SNCF ayant déclaré forfait.

Il n'y a pas de miracle : la concurrence favorise les plus grosses sociétés. Quant aux voyageurs, elles ne les n'épargnent pas. L'un d'eux en partance pour le Morbihan déclarait au *Parisien* avant le week-end du 15 août : « J'ai payé 80 euros

pour sept heures de trajet, c'est délirant » Quant au Paris-Marseille, il pouvait, pour dix heures de voyage, se monter à près de 150 euros, plus cher que le train.

Les patrons des sociétés de transports protestent que leur tarif moyen sur l'année est de 18 à 20 euros et qu'ils font des offres promotionnelles à 2,99 euros. Mais il faut soit voyager en dehors des vacances soit, pour les promotions, disposer d'un ordinateur et récupérer une place au vol avant quelques milliers d'autres voyageurs.

Sylvie Maréchal

Allocation de rentrée scolaire : un cache-misère

Mercredi 16 août, trois millions de familles devaient percevoir, sous conditions de ressources, entre 398 et 435 euros par enfant scolarisé de moins de 18 ans. Depuis 1974, cette allocation de rentrée scolaire est censée aider les familles modestes à élever leurs enfants, à l'instar des allocations familiales.

Les familles en question ne peuvent que constater l'insuffisance de cette allocation et le fait qu'elle augmente nettement moins vite que le prix des fournitures scolaires. Cela n'empêchera pas les ministres et les soutiens du gouvernement

de vanter sa générosité. En attendant, pour bien des familles, septembre est le mois des stylos, des trousse, des sacs à dos... et de bien des privations par voie de conséquence.

L'allocation de rentrée scolaire est, en fait, une aumône, surtout en comparaison des sommes consacrées à subventionner le grand patronat ou à préparer la guerre. La question n'est pas dans le montant de telle ou telle allocation mais dans la lutte pour arracher des salaires, dignes, pour tous et qui permettent de couvrir tous les besoins populaires.

P G

Niger: l'impérialisme à la manœuvre

Le bras de fer se poursuit entre les militaires qui ont pris le pouvoir au Niger et les protecteurs, exploités en fait, occidentaux de ce pays. Car c'est bien eux qui sont à la manœuvre derrière la Cedeao, la Communauté économique des pays d'Afrique de l'Ouest.

La Cedeao menace d'intervenir militairement et fait des préparatifs en ce sens avec le soutien des gouvernements français et américain. Ce ne serait d'ailleurs pas la première fois que les troupes de tout ou partie de la Cedeao interviendraient au nom ou en soutien des puissances impérialistes.

Réunis le 10 août, les dirigeants des États membres ont déclaré vouloir « *privilégier l'action pacifique* ». Cela consiste à étrangler économiquement le Niger au moyen des sanctions économiques en vigueur depuis fin juillet. L'interruption de la fourniture d'électricité touche la population dans sa vie quotidienne. De même l'arrêt des transactions bancaires, en plus d'entraver l'activité économique, empêche les familles de toucher les mandats envoyés par leurs proches résidant à l'étranger. Or, comme dans nombre de pays très pauvres, la survie de bien des familles en dépend. L'étranglement du Niger, voulu par la France et les États-Unis sous prétexte de rétablir la démocratie, c'est donc avant tout l'étranglement des plus démunis.

Les militaires au pouvoir se servent évidemment de ces menaces et de ces pénuries pour chercher un soutien populaire. Ils ont beau jeu de laisser accuser la France d'avoir pillé leur pays, et pas

seulement ses mines d'uranium, pendant des dizaines d'années. C'est l'exacte vérité. Ils n'ont pas plus de mal à affirmer que la précédente équipe au pouvoir, celle du président Mohamed Bazoum, grand ami des Français, était corrompue jusqu'à la moelle. Les alignements de villas luxueuses récemment édifiées dans la capitale le montrent aux yeux de tous car il est notoire qu'elles ont été financées par les détournements de fonds publics. Mais, et les travailleurs du pays doivent s'en souvenir, ces généraux font partie du même monde que ceux qu'ils prétendent remplacer, à commencer par le chef de la junte, le général Tiani, ex-responsable de la garde présidentielle. Formés comme eux par les protecteurs français, instructeurs, fournisseurs et financiers de l'armée, probables propriétaires de quelques-unes de ces villas, ils ont en outre trempé dans un détournement de fonds géant portant sur les fournitures militaires en 2019.

Les représentants de l'impérialisme français et, au-dessus d'eux, ceux du grand frère américain, connaissent bien ces généraux. Mais ils ne peuvent pas laisser faire, le Niger étant la base principale des forces armées occidentales dans la région et un pion essentiel dans leur dispositif. C'est aussi,

pour la France et son industrie nucléaire, un important fournisseur d'uranium. En outre, au Niger comme ailleurs, les dirigeants impérialistes n'aiment pas se faire imposer quoi que ce soit, fût-ce par des généraux alliés.

Les appels des officiels français au respect de la démocratie seraient risibles si la situation prêtait à rire. La France a conquis le Niger par les armes, l'a tenu sous sa botte par la force et décide depuis son indépendance de qui y fait quoi, y compris au gouvernement. Il n'y a pas un coup d'État sur la dizaine que ce pays a subis depuis 1960 où n'apparaît la main des services spéciaux français,

pour la préparer ou pour le dénouer.

Pour montrer leur détermination, les généraux nigériens ont nommé un gouvernement et affirment disposer d'un soutien populaire capable de résister à toute intervention extérieure. Lundi 14 août, après avoir reçu une délégation de responsables religieux en vue d'une négociation avec la Cedeao, les généraux putschistes, non contents de maintenir le président Bazoum en détention, l'inculpaient pour haute trahison. Les pays de la Cedeao répliquaient immédiatement en annonçant une réunion de leurs états-majors pour préparer l'intervention

militaire, le gouvernement français les assurant de son soutien.

La misère des populations africaines, la pourriture engendrée par la domination impérialiste, les tensions dans les relations internationales, la montée en puissance et la fréquence des interventions militaires, font que le moindre coup politique peut déclencher un cataclysme. En l'espèce, la défense des privilèges d'un quarteron de généraux nigériens peut déboucher sur une guerre généralisée dans toute une partie d'un continent pillé et ravagé par l'impérialisme.

Paul Galois



Iran: répression contre les femmes

Presque un an après la mort de la jeune Mahsa Amini sous les coups de la police des mœurs pour un voile mal ajusté, le pouvoir iranien fait tout pour briser les femmes qui continuent à sortir tête nue.

Si le régime a pu stopper la vague de révolte déclenchée par cet assassinat, de nombreuses femmes, en particulier dans les milieux urbains, refusent toujours le voile. Depuis le début de l'été, les autorités judiciaires condamnent à des « soins psychologiques » obligatoires celles qui résistent.

Célèbre actrice iranienne affichant sa solidarité avec les femmes d'Iran, Afsaneh Bayegan est apparue tête nue

à plusieurs reprises sur son fil Instagram, et lors d'une cérémonie publique. Un tribunal vient de la condamner à deux ans de prison avec sursis et à l'obligation de se rendre une fois par semaine dans un centre psychologique pour « traiter son trouble mental de la personnalité antifamiliale ». Des juges ont estimé qu'une autre actrice, Azadeh Samadi, souffrait d'un « trouble de la personnalité antisociale »

et méritait une thérapie psychologique hebdomadaire. Son délit ? Avoir porté un chapeau en public plutôt qu'un voile.

Début juillet, un tribunal de Téhéran a condamné une femme à deux mois de prison pour non-respect du voile, et à six mois de traitement pour « trouble psychologique contagieux qui entraîne une promiscuité sexuelle ».

La police des mœurs, qui avait disparu dans beaucoup de quartiers, en particulier aisés, y a fait son retour. Elle multiplie les sanctions contre celles qui résistent :

lourdes amendes, envoi de SMS aux femmes repérées sans voile au volant, confiscation du véhicule, pression sur les employeurs pour les faire licencier, refus de soins à l'hôpital pour celles qui désobéissent, fermeture des commerces autorisant les femmes dévoilées...

En juillet, les autorités ont même fait fermer temporairement les bureaux de Digikala après la diffusion d'une photo d'employées non voilées au siège de ce géant du commerce en ligne. Quelques jours plus tôt, une conductrice surprise sans voile a été condamnée à

laver les cadavres pendant un mois dans une morgue.

Les dirigeants de la république islamique voudraient briser la détermination de celles qui tiennent bon. Ils s'acharnent d'autant plus sur elles que l'inflation, les pénuries, le retard de paiement des salaires et, en ce mois d'août, les incendies, la sécheresse ou la canicule rendent insupportable la vie des classes populaires. Les chefs de ce régime redoutent d'autant plus une révolte générale qu'ils ont largement perdu leur base populaire.

Chloé Niva

Ukraine : guerre et corruption en grand

L'annonce, faite par le président ukrainien Zelensky, du limogeage de tous les responsables régionaux du recrutement militaire n'est pas banale. Elle survient en pleine contre-offensive de l'armée de Kiev, dont même les dirigeants du pays disent qu'elle est à la peine face aux troupes russes.

Zelensky avait-il le choix ? Comme lorsqu'il avait limogé cinq ministres et d'autres hauts personnages de l'État, il a estimé cette fois-ci qu'il devait trouver des boucs émissaires pour le peu de succès de l'armée ukrainienne face à celle de Poutine. Car cela, la population le voit bien, malgré les promesses de victoire dont le pouvoir inonde les médias, malgré aussi le flot incessant d'aides financières, logistiques et surtout en armements que lui assurent une quarantaine d'États, dont les puissances impérialistes occidentales.

Et puis, même si Kiev, comme Moscou et pour les mêmes raisons, refuse d'avouer ses pertes sur le terrain, la population est bien placée pour savoir de quel prix effroyable elle doit payer la poursuite de la guerre en termes de morts, d'invalides, d'hommes parfois raflés en pleine rue pour les envoyer tuer et se faire tuer au front.

La population sait aussi, d'expérience ou parce que des médias indépendants en

donnent de multiples illustrations depuis des mois, combien cette situation est mise à profit par ceux – membres de la bureaucratie civile et militaire d'un certain rang – qui ont le pouvoir de faire échapper les mobilisables à leur sort : en leur vendant une dispense médicale ou pour études dans une université étrangère, en leur permettant de franchir la frontière sans y être arrêtés.

La population a donc eu un aperçu, pas tant de la corruption en ce domaine, que de la volonté de Zelensky de lui donner le change. En effet, il a annoncé que le parquet avait ouvert 112 procédures contre des responsables de la conscription pour « enrichissement illégal » et « transport illégal de conscrits de l'autre côté de la frontière ». La télévision a même montré des images du procès du chef du recrutement militaire à Odessa, précisant qu'en décembre 2022, dans ce pays sous les bombes, il s'était offert une villa en Espagne pour 3,7 millions d'euros,



Zelensky près de Soledar le 14 août.

une dépense représentant d'ailleurs plusieurs siècles de son salaire officiel ! Et il y a ces hauts fonctionnaires, ces élus du parti de Zelensky – le Serviteur du peuple, du nom de la série télévisée qui avait fait connaître l'acteur et futur président comme un pourfendeur de la corruption – qui, au mépris de la loi martiale, séjournent des mois à l'étranger, dans des conditions très confortables et d'abord à l'abri de la guerre.

Zelensky cherche à se démarquer de l'image d'un État ukrainien où la bureaucratie n'a rien perdu de ses vieilles habitudes prédatrices, où

le patriotisme affiché cache mal la course à l'enrichissement par tous les moyens des hommes au pouvoir. Et des purges, même étendues, n'y changent rien : leur répétition en est la meilleure preuve.

Bien sûr, cela pose un problème à Zelensky. Alors qu'approche l'élection présidentielle de mars 2024, il est peu probable qu'il puisse s'y présenter en Père la Victoire, pas même en Monsieur Propre. Sa cote de popularité s'érode dans les sondages. L'un d'eux note qu'une majorité d'Ukrainiens pensent qu'il chapeaute de fait ce système de prédation à grande échelle au sein

de l'appareil d'État.

Cela pourrait expliquer que le mécontentement social, dont des grèves pour les salaires déjà misérables et souvent impayés, se fasse jour, une nouveauté dans ce pays en guerre : ainsi, mi-juillet, parmi les mineurs d'uranium de la région de Kirovohrad dont 200 sont partis à l'armée, parce que leur employeur leur doit 8,5 millions d'euros de salaires ; et, non loin de là, à Kryvyi Rih, une ville de 600 000 habitants, dans quatre hôpitaux publics où les autorités ne versent plus les salaires depuis un acompte début mai.

Pierre Laffitte

Un conflit qui n'en finit pas

Le 13 août, le chancelier allemand Olaf Scholz, faisant le point pour la chaîne de télévision ZDF sur la conférence internationale de Djeddah consacrée à la guerre en Ukraine, en a appelé à la diplomatie pour y mettre un terme.

Soulignant que l'Allemagne est, après les États-Unis, le principal fournisseur d'armes à l'Ukraine, il est resté évasif sur les missiles longue portée Taurus qu'elle lui réclame. « Comme par le passé, a-t-il dit, nous examinerons toujours très attentivement chaque décision, ce qui est possible, ce qui a du sens, quelle peut être notre contribution. » En clair, l'Allemagne veut bien, comme les autres grandes puissances, que l'Ukraine sacrifie des centaines de milliers d'hommes dans cette guerre que l'Occident mène par procuration avec la Russie, mais les États impérialistes restent ceux qui décident de tout. Donc aussi de la hauteur

de l'aide fournie, de ses modalités, de son opportunité.

En vertu de quoi, comme cela a été discuté à Djeddah le 5 août, ces mêmes États décideront quand et comment ce conflit pourrait prendre fin au mieux de leurs intérêts. Dans la perspective diplomatique qu'avance Scholtz, et alors que les combats s'intensifient, que les risques qu'ils dérapent se multiplient, que les frappes sur les villes font rage d'un côté comme de l'autre, cela supposera de faire pression sur Kiev. Cela afin qu'il consente à céder à Moscou des parties de son territoire, telles la Crimée et le Donbass.

Zelensky a redit que c'était exclu. Mais ce thème revient

si souvent dans les propos de certains dirigeants occidentaux qu'après une guerre avec la peau des Ukrainiens, une « paix » à leurs dépens peut apparaître comme une option pour l'impérialisme.

Pour l'heure, elle ne se matérialise pas. Mais ce n'est pas parce que Zelensky n'en veut pas : c'est que les chefs des puissances impérialistes n'ont pas arrêté de décision en ce domaine. Cela se manifeste dans le fait que, le lendemain de l'interview de Scholtz, son ministre des Finances, Lindner, disait le gouvernement allemand unanime à vouloir livrer des missiles Taurus à l'Ukraine !

Certes, il s'exprimait depuis Kiev, où il cajolait ce bon client des industriels de l'armement allemand. Mais il n'y a de contradiction qu'apparente entre les propos de Scholz et ceux de Lindner. Pour eux et les Biden,



Lindner, le ministre des Finances allemand et le vice-ministre de la Défense ukrainien.

Macron, etc., la guerre doit rapporter gros à leurs capitalistes, dans la continuité de toute la politique qu'ils mènent : sur le dos et sur les os des peuples. Depuis un an et demi, civils et soldats ukrainiens sont en première

ligne, comme, en face, leurs frères de Russie. Et les tenants de l'ordre mondial vont continuer à les faire mourir dans cette guerre jusqu'à ce qu'ils y aient trouvé une issue qui leur convienne.

P. L.

Grande-Bretagne : **une prison flottante pour les migrants**



La barge Bibby Stockholm.

Le Premier ministre, Rishi Sunak, et son Parti conservateur agitent depuis des mois l'épouvantail de l'immigration pour tenter de faire oublier leur échec contre la crise du coût de la vie et pour essayer de diviser les travailleurs.

Dernier épisode en date dans cette sinistre série : la barge Bibby Stockholm, amarrée sur la côte sud de l'Angleterre, dans le Dorset, a « accueilli » début août ses premiers « résidents ». Longue de 90 mètres et haute de trois étages, elle devrait héberger jusqu'à 500 personnes dans ses 222 chambres. Le gouvernement a beau prétendre que l'installation respecte les droits humains, il s'agit bel et bien d'une prison flottante.

Le syndicat des pompiers a dénoncé les manquements à la sécurité d'une barge conçue pour contenir moitié moins de personnes. Les associations d'aide aux migrants ont manifesté contre les conditions qui risquent d'être pires que

dans les centres de rétention déjà existants. La découverte dès le 12 août de légionellose dans ses canalisations a confirmé ces avertissements et conduit à l'évacuation, provisoire, des premiers arrivants.

Cette inhumanité, voulue, est dans la continuité de la politique définie en 2012 par la ministre de l'Intérieur, la future Première ministre conservatrice, Theresa May : créer un « environnement hostile » à l'immigration, sous prétexte de décourager les candidats à l'émigration et surtout pour flatter les électeurs les plus sensibles à la démagogie xénophobe. Sunak a vanté ce nouveau mode d'hébergement des migrants, qui coûterait trente fois moins cher aux contribuables que

l'hôtel...

Courant juillet, la majorité conservatrice au Parlement a adopté une loi interdisant à tout individu entré illégalement au Royaume-Uni de faire une demande d'asile, ce qui, selon l'ONU, déroge au droit international. La ministre de l'Intérieur, Suella Braverman, n'ayant en revanche pas réussi à faire passer son projet d'expulsion systématique des immigrés dits illégaux vers le Rwanda, envisagerait désormais des déportations vers l'île de l'Ascension, confetti britannique perdu au milieu de l'Atlantique Sud.

Dans le délire antiréfugiés, elle et ses pairs sont sans limite. Tout est bon du moment que cela peut servir à détourner l'attention des véritables responsables de la crise, à savoir les capitalistes.

T.H.

Amazonie : **malade du capitalisme**

Les 8 et 9 août, le président brésilien Lula recevait à Belem ses confrères des États amazoniens. Ces huit pays ont créé en fanfare une Alliance amazonienne de combat contre la déforestation et publié un document en 113 points. Leur combat semble bien s'être limité à cela.

L'Amazonie couvre près de 7 millions de kilomètres carrés, treize fois la France. Les deux tiers appartiennent au Brésil. C'est un des poumons de la planète, ses mangroves et sa forêt équatoriale captent des masses de CO₂, le principal gaz à effet de serre. Mais l'agriculture, l'élevage et les mines rongent de tous côtés la forêt amazonienne. Cette déforestation a déjà réduit sa superficie de 20%. Tous affirment avec Macron (le département de Guyane fait partie de l'Amazonie) : « *Il est urgent de mettre un terme à la déforestation.* » Cela dit, il faudrait passer aux actes. Mais on en reste aux paroles.

Lula, qui évoque un « *nouveau rêve amazonien* », se félicite de la réunion de Belem : « *Il n'a jamais été aussi urgent de reprendre et d'étendre notre coopération.* » Il voudrait faire plaisir à ses électeurs écologistes, au Mouvement des paysans sans terre, aux supporters des tribus indiennes décimées et chassées de leurs territoires. Mais il ne prendra aucune mesure qui pourrait fâcher le lobby agro-industriel, les

planteurs de soja, de maïs et de canne à sucre, les grands exportateurs de viande de bœuf : il a besoin des voix de leurs députés au Parlement et, surtout, il voit en eux les champions de l'économie brésilienne, ses « héros » comme il dit. Alors il se flatte d'avoir réduit d'un tiers les coupes illégales mais il relance les routes à travers l'Amazonie, qui facilitent le déboisement et l'exploitation qui s'ensuit.

Il appelle aussi à l'aide les pays riches, qui sont en fin de compte les bénéficiaires de cette exploitation, qui leur fournit bois, viande, sucre, fruits, soja, etc. Ces pays alimentent certes divers fonds de protection de l'Amazonie mais ne renoncent pas à leur part du profit engendré par la destruction de la forêt amazonienne.

La forêt amazonienne est une pièce indispensable à la vie terrestre. Elle devrait donc être placée sous la protection de l'humanité tout entière. Mais dans ce monde régi par la course au profit et morcelé par des frontières, elle est livrée à des criminels irresponsables.

Vincent Gelas



MAXPPP

Pétrole : **record de consommation**

L'année 2022 a battu tous les records de consommation de pétrole : 99,9 millions de barils par jour. Et l'Alliance internationale de l'énergie, qui fournit ces chiffres, prévoit un nouveau record en 2023 : 102,2 millions de barils/jour. Certains gros producteurs, comme l'Arabie saoudite, limitent leur production,

mais c'est seulement pour maintenir les prix au plus haut, pas pour limiter la consommation.

Les gouvernements, les organisations internationales et les médias ne parlent que réchauffement climatique, effet de serre, fonte des glaciers, méga-feux, ouragans, menaces contre la biodiversité. Et pendant ce temps-là

l'or noir ruisselle comme jamais, renforcé par le gaz et le charbon, enrichissant tout ce que la Terre compte de milliardaires. Contradiction ? Non, partage des tâches : les uns amusent les opinions publiques avec les énergies vertes, pendant que les autres empochent les billets verts !

V. G.

1953 : la fin de la guerre de Corée

Alors qu'aujourd'hui les grandes puissances occidentales, États-Unis en tête, se servent de l'Ukraine pour mener leur guerre à la Russie, il est utile de rappeler comment, de 1950 à 1953, ces mêmes États-Unis ont fait la guerre en Corée, en se servant de sa population contre la Chine de Mao, même si à l'époque, à la différence d'aujourd'hui, plus de 100 000 GI américains l'avaient aussi payé de leur vie.

Depuis 1905, la Corée était dominée par le Japon. Cette domination avait été particulièrement féroce. Dans l'idéologie raciste de la dictature militaire japonaise, les Coréens étaient presque des sous-hommes. Symbole de cette humiliation, durant la Deuxième Guerre mondiale, l'armée japonaise avait développé un proxénétisme d'État, transformant des milliers de jeunes Coréennes en « femmes de réconfort » pour ses soldats.

L'explosion sociale à la fin de l'occupation japonaise

Quand, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'administration coloniale japonaise s'effondra, ce fut une explosion sociale dans tout le pays. Les partis sortirent de la clandestinité. Des comités du peuple se créèrent, souvent à l'initiative de militants communistes mais sous la direction de dirigeants nationalistes. Et le 6 septembre 1945 une conférence nationale de ces comités fonda la République populaire de Corée.

Mais pour les États-Unis, grands vainqueurs de la guerre mondiale, il était hors de question de laisser les peuples coloniaux profiter du vide du pouvoir pour s'émanciper. Quelques

mois auparavant, à la conférence de Yalta, le président américain Roosevelt, le Premier ministre britannique Churchill et le chef de la bureaucratie soviétique Staline s'étaient réparti les zones du monde où des révoltes pouvaient éclater. Staline avait offert ses services aux puissances impérialistes pour maintenir leur ordre social, espérant en retour qu'elles le laisseraient contrôler l'URSS et sa zone d'influence.

États-Unis et URSS occupent la Corée

Au moment où la République populaire de Corée fut proclamée, l'armée soviétique entra en Corée par le nord et l'armée américaine par le sud en décrétant que le 38^e parallèle serait la ligne de partage entre les deux zones d'occupation. Dans la zone Sud, qui comprenait la capitale du pays, Séoul, l'armée américaine refusa de reconnaître la nouvelle république et mit en place un gouvernement à sa botte, lié aux grands propriétaires terriens et aux classes riches qui avaient collaboré avec le colonisateur japonais. Les comités du peuple furent interdits ainsi que toute organisation se réclamant du communisme.

En septembre 1946, une grande grève partie des



Première victoire chinoise sur les USA à Chosin (reconstitution).

cheminots d'une ville du Sud se répandit dans le pays. Des soulèvements eurent lieu dans les campagnes pour la réforme agraire. La répression menée par l'armée américaine et la police sud-coréenne fit un millier de morts et des dizaines de milliers de prisonniers. Mais, dans la zone Nord, l'armée de Staline refusa aussi de reconnaître les dirigeants des comités du peuple. Pour lui, ils étaient beaucoup trop proches de la population mobilisée, ce qui risquait de les rendre trop indépendants de Moscou. Staline choisit d'imposer comme chef d'État un jeune dirigeant du PC coréen, Kim Il-Sung, venant des maquis de Mandchourie où il avait fait la guerre contre l'armée japonaise. Mais, contrairement à ce qu'avaient fait les Américains en zone Sud, le régime du Nord organisa une réforme agraire qui le rendit populaire dans tout le pays. Et c'est sur cette base qu'il lança, en juin 1950, une offensive militaire contre le Sud pour réunifier la Corée.

La guerre entre Sud et Nord... et entre États-Unis et Chine

Les troupes nord-coréennes rencontrèrent alors peu de résistance. L'armée américaine avait en grande partie quitté le pays pour accrédi- ter l'idée que la Corée du Sud était parfaitement

indépendante. Et puis, même si une partie de la population du Sud se tenait dans l'expectative, voire était effrayée par l'arrivée des troupes du Nord, une autre partie, surtout les paysans pauvres, avait l'espoir qu'elles apporteraient la réforme agraire et un pouvoir opposé aux classes riches. En trois mois, le Sud fut en grande partie conquis.

Les États-Unis ne pouvaient tolérer que la Corée échappe à leur contrôle. D'autant que, moins d'un an plus tôt, en octobre 1949, Mao avait pris le pouvoir en Chine en renversant le dictateur qui était leur allié. Les dirigeants américains avaient opté pour une politique dite de l'endigement : ils s'opposeraient désormais à toute velléité de pays pauvre de rejoindre le camp des pays dits communistes, URSS et désormais Chine en tête.

Sous couvert d'une intervention de l'ONU, avec la participation militaire des autres puissances occidentales, l'armée américaine organisa un débarquement en septembre 1950. En un mois, elle reprit toute la zone Sud, puis s'enfonça dans la zone Nord jusqu'à la frontière chinoise. Elle largua autant de bombes qu'elle en avait largué dans le Pacifique durant toute la guerre mondiale. À l'arrière, la police de la dictature sud-coréenne remise en selle fit le ménage : 100 000 civils furent exécutés.

Le général Mac Arthur, qui dirigeait les troupes américaines, alla jusqu'à proposer de lancer des bombes atomiques sur la Chine. Il fut relevé de ses fonctions. De son côté, la Chine, menacée, envoya des centaines de milliers d'hommes pour soutenir l'armée nord-coréenne, et le rapport des forces changea à nouveau. Les troupes américaines durent reculer jusqu'au 38^e parallèle.

À partir de là, le front allait se stabiliser, sans pour

autant que cessent les combats meurtriers pour tenter de reconquérir quelques mètres de terrain. Pour les dirigeants américains, il devenait évident qu'ils ne pouvaient gagner contre l'armée chinoise et reconquérir le Nord. Des négociations s'engagèrent, qui allaient durer deux ans. Jusqu'à ce qu'un armistice soit signé le 27 juillet 1953 sous la pression des États-Unis, mais sans qu'aucun traité de paix ne suive. Au total, 700 000 soldats et plus de 2 millions et demi de civils avaient été tués. Et la Corée, du nord au sud, avait été dévastée.

Un peuple divisé

Le Sud devint une des principales bases de l'armée américaine en Asie. Il reçut des investissements massifs venant des États-Unis et du Japon pour développer une industrie soumise à leurs intérêts. Une CIA coréenne, la KCIA, emprisonna et tortura en masse pour empêcher toute contestation et toute organisation indépendante d'une classe ouvrière jeune, nombreuse et combative que le développement industriel engendrait. Quant au Nord, il subit un blocus économique qui étrangla son développement. Les aspects progressistes des premières années du régime firent place à la dictature d'un clan de plus en plus restreint, n'ayant rien à voir avec le communisme et ne s'en revendiquant même pas.

La politique de l'impérialisme a ainsi empêché un peuple de prendre en main lui-même son destin et l'a divisé en deux parties dressées l'une contre l'autre, pour faire du Sud un des principaux points d'appui de sa politique dans cette région du monde. Quelques années plus tard, 320 000 soldats sud-coréens furent envoyés combattre aux côtés des troupes américaines au Viêt-Nam.

Pierre Royan



Soldats français en Corée.

Urgences: chronique d'une catastrophe annoncée

Dans tous les départements, les services d'urgence, des plus gros aux plus petits, sont totalement débordés.

Du moins ceux qui sont encore ouverts, car le manque de personnel et donc de lits est tel que nombre d'entre eux ont dû fermer temporairement ou diminuer leurs possibilités d'admissions. On ne compte plus les Urgences fermées non seulement la nuit mais aussi en journée.

Et ce n'est pas parce que c'est l'été, les vacances, la chaleur, la canicule, etc. D'abord, de par leur nom, les services d'urgence devraient justement fonctionner dans ces conditions où les risques sanitaires sont plus importants. Et surtout voilà des années que la situation se dégrade, que les soignants sont en nombre insuffisant, les départs non

remplacés, les conditions de travail si épuisantes et indignes que, quand ils le peuvent, médecins, infirmiers ou aides-soignants fuient l'hôpital.

Les malades, eux, doivent attendre pendant des heures, quand ils ne sont pas refusés, faute de lits. On a pu entendre des témoignages de patients conduits en ambulance d'hôpital en hôpital avant de pouvoir enfin être admis, avec tous les risques sanitaires que le retard implique.

En 2013, une loi promettait qu'aucun patient ne devait être à plus de 30 minutes d'un service des Urgences. On voit ce que cela donne dix ans plus tard...

Quant à la dernière idée

du gouvernement, appeler le 15, le numéro du Samu, avant de se rendre aux Urgences, elle pourrait apparaître comme une blague si elle n'était pas catastrophique. En effet les Samu n'ont pas les moyens de faire face à ces appels supplémentaires. Après une longue attente, les malades s'entendent conseiller, si leur cas n'est pas jugé trop grave, de voir leur médecin traitant. Quant aux assistants de régulation médicale (ARM), eux qui décrochent les appels au Samu, ils sont en grève pour dénoncer leurs conditions de travail et de salaire, et réclamer l'embauche d'agents manquants, 800 à l'échelle du pays selon leur calcul.

Depuis des dizaines d'années, les gouvernements laissent sciemment la situation des Urgences, et plus généralement de l'hôpital public, s'effondrer. Ils n'ont pour politique que les économies, la réduction des dépenses hospitalières, la rentabilité de l'hôpital public. Et tant pis pour ceux qui, de plus en plus nombreux, n'ont que les services d'urgence pour pouvoir se soigner !

Sophie Gargan



Hôpital de la Pitié-Salpêtrière Paris: un mois d'août intenable

À l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris, ce mois d'août est particulièrement difficile à cause du sous-effectif catastrophique qui pèse plus lourd que d'habitude.

Conséquence des fermetures de lits de l'été: les patients qui sont hospitalisés sont ceux qui vont le plus mal et qui demandent donc plus de soins et de présence. Or le mois d'août est celui où il y a le moins de personnel.

Les cadres passent des heures à demander aux unes et aux autres de revenir sur leurs repos, de passer d'après-midi ou du matin au pied levé, de doubler la journée jusqu'à l'arrivée de la collègue de nuit. Et elles font venir celle-ci à 19 heures au lieu de 21 heures, pour que

celle qui a doublé puisse être là le lendemain matin à 7 heures.

Elles demandent aussi de passer en journée de travail de douze heures. Cela fait deux équipes au lieu de trois. Mais les repos compensateurs ne peuvent pas être donnés normalement et sont repoussés à plus tard.

Parfois, les cadres obtiennent le renfort d'une intérimaire. Celle-ci se retrouve souvent seule là où il faudrait être deux, dans un service qu'elle ne connaît pas.

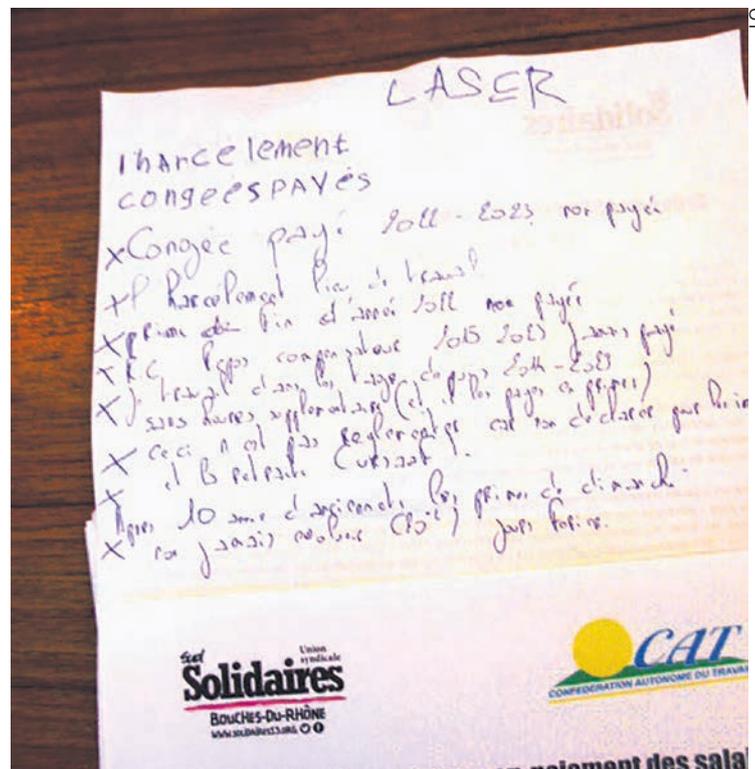
Le mois de septembre

s'annonce difficile car l'activité va reprendre sans personnel en plus, puisque certains vont enfin prendre leurs congés. Le personnel est fatigué de tous ces efforts parfois consentis face à l'urgence, mais le plus souvent imposés.

Les vacances ne sont pas un événement soudain et inattendu. La direction des hôpitaux est pleinement responsable de ces situations, ainsi que le gouvernement, qui refuse de consacrer les moyens nécessaires à la santé.

Alors, les hospitaliers qui disent que cela doit changer et qui ne baissent pas les bras ont raison.

Correspondant LO



Laser Propreté - SNCF Marseille: les grévistes tiennent bon

À la gare Saint-Charles de Marseille, les poubelles débordent à nouveau, la grève des agents du nettoyage de Laser Propreté, débutée le 1^{er} août, se poursuit.

L'entreprise a attaqué les grévistes, en justice car, selon son avocat, leur mouvement « serait constitutif d'un trouble manifestement illicite portant atteinte à la liberté du travail ».

En fait, elle n'a assigné qu'un seul gréviste ayant eu le malheur de donner son identité à un huissier envoyé par Laser Propreté. Lundi 14 août, devant le Palais de justice de Marseille, il y avait un bon groupe de grévistes pour soutenir leur collègue. Le jugement sera rendu vendredi 18 août.

Dans la nuit du jeudi 10 au vendredi 11, sur ordre du préfet, la gare a bien été nettoyée par des salariés d'une autre société de nettoyage encadrés de CRS. Mais les poubelles se sont à nouveau remplies, débordant dans la gare et sur les quais, et un nouveau nettoyage sous escorte policière a eu lieu dans la nuit de lundi à mardi.

Les grévistes ont la ferme intention de ne pas travailler pour des prunes. Même ceux qui ont reçu une fiche de paie constatent qu'il y manque souvent des primes ou des heures supplémentaires. L'avocate des grévistes a confirmé qu'elle a « une cinquantaine de cas où les salaires n'ont pas été payés » et que « les salariés n'ont pas, à l'heure où on se parle, les bulletins de salaire

du mois de juillet [présentés] dans la procédure » par l'avocat du patron. Certains salaires n'atteignent même que 200 ou 300 euros.

Les travailleurs grévistes se battent aussi pour en finir avec des conditions de travail inacceptables: souvent un chef d'équipe s'est retrouvé avec un seul agent au lieu de son équipe complète. Les listes présentées à la SNCF, le donneur d'ordre, sont fausses, car les salariés en congé ou en maladie sont comptés comme présents. Ils se sont retrouvés souvent à deux pour un chantier de nettoyage qui nécessiterait beaucoup plus de monde. Enfin, il leur faut souvent acheter eux-mêmes les sacs poubelles et le savon.

Le ministre des Transports, Clément Beaune, s'est engagé dans la bataille pour déclarer que ces ordures dans la gare créent « une situation inacceptable de porcherie à répétition » et qu'à sa connaissance les salaires ont bel et bien été payés, et qu'il prévoit « de nouvelles opérations » de nettoyage forcé.

Les grévistes, se disent déterminés à se faire payer intégralement leurs salaires, heures supplémentaires et primes comprises.

Correspondant LO

Renault – Flins : la production de voitures s'arrête, pas celle du profit

Le 20 juillet, la direction de l'usine Renault de Flins, dans les Yvelines, annonçait aux représentants du personnel, au cours d'une réunion du CSE, l'arrêt de la fabrication de la Zoe électrique fin mars 2024.

Quelques jours avant le départ en vacances, les travailleurs avaient ainsi la confirmation de ce qu'ils savaient déjà. Après la fin de la Micra, celle de la Zoe était déjà programmée et, en juin, il ne sortait plus que 90 voitures de la chaîne de montage. La direction, arguant du manque de composants et de semi-conducteurs, avait organisé plus de deux semaines de chômage pour un tiers des travailleurs, mettant fin au

contrat de centaines de travailleurs intérimaires.

L'annonce officielle de la fin de la production de voitures neuves dans l'usine, même si elle n'a pas surpris, est une mauvaise nouvelle pour les près de 2 000 salariés de Flins, et plus encore pour les travailleurs de la sous-traitance et des sociétés d'intérim. La direction prétend mollement n'envisager aucun licenciement, mais depuis des mois elle

pousse les uns et les autres à se recaser ailleurs.

Au même moment, le groupe Renault et son directeur général de Meo ont fêté leur retour au tableau d'honneur des capitalistes gagnants, avec 2,1 milliards de bénéfices au premier semestre 2023, et un chiffre d'affaires en hausse de plus de 27 %. À n'en pas douter, c'est le résultat, plus que du prix élevé des modèles vendus, de la politique d'économies violentes entamée par les dirigeants de Renault il y a trois ans, avec 15 000 suppressions d'emplois dans le monde. C'est aussi



CARADISAC

la retombée des milliards de subventions du « quoi qu'il en coûte », milliards prélevés sur l'argent public, ainsi que de la mise à disposition gratuite des infrastructures permettant l'activité industrielle. Pour ses services rendus aux actionnaires de Renault, Luca de Meo, s'est vu récompenser par un salaire

de 3,2 millions d'euros en 2022. Et ce sera sans doute encore plus en 2023.

De l'argent, il y en aurait, et même beaucoup, pour préserver l'emploi et les salaires des travailleurs, pour financer la répartition de l'activité restante entre tous. Mais cela, ce sera aux travailleurs de l'imposer !

Correspondant LO

Aéroport de La Rochelle : il n'y a pas que les avions qui volent

La chambre régionale des comptes conteste le chiffre des « retombées économiques » de l'aéroport de La Rochelle : elles ne seraient pas de 35 millions d'euros par an, comme l'estimait le syndicat mixte gestionnaire, mais de 15 millions, voire beaucoup

moins, et sans compter les nuisances sonores et environnementales.

Ces « retombées » sont mises en avant pour justifier les subventions des collectivités locales à l'aéroport (2,6 millions d'euros en 2021). Mais quel que soit leur montant, ces

« retombées » profitent d'abord au patronat local, petit et grand : les hôteliers et restaurateurs qui bénéficient du tourisme, et les grosses entreprises qui font voyager leurs cadres par avion. Alors que les subventions sont payées par la population.

D'autre part, les bénéfices des compagnies aériennes explosent. Celui de Ryanair, par exemple, a quadruplé, pour s'établir à 663 millions d'euros au premier trimestre 2023. Il est d'autant plus choquant que l'argent des impôts des travailleurs de la région

serve à les alimenter.

Alors, quel que soit le juste chiffre des « retombées », les subventions à l'aéroport, payées par les impôts, sont un vol aux plus pauvres, qui utilisent bien peu l'aéroport, au bénéfice des plus riches.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 – Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. – Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal août 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

États-Unis : incendies catastrophiques, incurie capitaliste

Le bilan du terrible incendie qui a frappé l'île de Maui à Hawaï, le 50^e État des États-Unis, atteint la centaine de morts. Il devrait encore s'alourdir car les recherches de victimes n'ont pu encore être conduites que sur une seule partie de la ville de Lahaina, ravagée par les flammes.

C'est d'ores et déjà le pire désastre causé par les flammes aux États-Unis depuis un siècle, dépassant les 85 victimes de la ville de Paradise en Californie en 2018, où les incendies avaient été causés par des lignes électriques mal entretenues s'abattant sur des broussailles sèches. Pour l'instant, les causes directes de la catastrophe de Maui ne sont pas établies, mais les regards se tournent de plus en plus vers la compagnie Hawaiian Electric, dont le cours de l'action a chuté brutalement.

Aux États-Unis, les lignes électriques sont très rarement enfouies et les

compagnies électriques investissent le moins possible pour leur entretien ou le débroussaillage de leurs abords. Les poteaux et les fils ne résistent pas toujours à la force des vents, comme ceux générés par l'ouragan Dora. Les lignes cassent, produisant des étincelles pouvant allumer des feux.

En cas d'incendie, les compagnies d'électricité peuvent décider de couper le courant, plongeant des populations dans le noir, sans télévision, Internet ni téléphone, les privant donc des moyens de connaître la progression des feux ou de savoir s'il faut évacuer. Dans le cas de Maui ce sont

les flammes qui ont coupé les lignes électriques.

Les autorités ne sont pas plus soucieuses des populations. Une étude remise en 2020 aux officiels du comté de Maui estimait comme « hautement probable » que des incendies touchent chaque année la ville de Lahaina, si des mesures n'étaient pas prises.

Au moment où le feu était sur le point de ravager cette ville de 13 000 habitants dans la soirée du 8 août, les dirigeants démocrates d'Hawaï n'ont pas jugé nécessaire de déclencher les 80 sirènes pour avertir la population. Puis, pour donner l'ordre d'évacuation, ils ont envoyé des SMS à des gens déjà coupés des réseaux téléphoniques par les flammes. Bien des victimes ont péri dans leur voiture, essayant de fuir trop tard.

Les autorités fédérales, mises en alerte après la



ALAN DICKAR AP

catastrophe, ne sont pas particulièrement pressées de répondre aux besoins des gens qui ont tout perdu. Pour leur amener de l'aide, elles demandent aux victimes qui sont sans abri et sans réseau, de s'inscrire d'abord sur leur site Internet...

Le gouverneur d'Hawaï déplore la destruction de 2 700 bâtiments dont la reconstruction coûtera au moins 5,6 milliards de dollars. Mais c'est lui qui a

refusé de financer les services de secours pour leur donner les moyens de faire face aux menaces.

Cette tragédie est à mettre au compte de l'organisation capitaliste de la société et d'un État soucieux avant tout de préserver les intérêts privés. Même dans le pays le plus riche du monde, ils sont incapables d'assurer la sécurité des populations.

Lucien Déroit

Pakistan : catastrophe ferroviaire

Dimanche 30 juillet, un train transportant près de mille passagers a déraillé, puis a été percuté par un second train, au sud du Pakistan. Renversant huit wagons, la catastrophe a coûté la vie à une soixantaine de personnes, bilan qui risque de s'alourdir.

C'est la troisième catastrophe de grande ampleur depuis cinq ans au Pakistan, où les réseaux de transport sont en effet vétustes. C'est la Pakistan Railways,

entreprise publique, qui possède la majorité des lignes de transport de personnes. Moyen de transport le moins cher, le train est incontournable pour

de nombreux travailleurs. À plusieurs milliers, ils se retrouvent entassés dans des trains circulant sur des rails qui datent de... 1880 ! Les locomotives tombent souvent en panne et sur les 522 moteurs disponibles, seuls 120 seraient en bon état de marche.

Ce matériel dangereux date pour la plus grande partie de l'ancien empire colonial britannique. À

l'époque, la création de ces lignes avait une importance économique et stratégique. Elles facilitaient le commerce colonial, et l'acheminement de troupes. Pour garantir ses colonies, le Royaume-Uni avait investi dans le rail.

Depuis l'indépendance du Pakistan en 1947, les puissances étrangères ont continué à dominer économiquement le pays. La

corruption des gouvernants, les dépenses militaires importantes liées à la confrontation permanente avec l'Inde, rendent impossible le financement de la maintenance et de la rénovation du réseau ferroviaire et du matériel roulant. La population pakistanaise paye régulièrement le prix dramatique de cette situation.

Axelle Müller



Lutte ouvrière à votre rencontre

Les militants de Lutte ouvrière poursuivent leurs caravanes d'été jusqu'à la fin du mois d'août. Voici les prochaines étapes.

Limousin

Jeudi 17 août : Limoges
Vendredi 18 août :
Châteauroux/Buzançais
Samedi 19 août :
Châteauroux

Poitou/Centre

Jeudi 17 août : Amboise
Vendredi 18 août :
Vendôme

Samedi 19 août : Blois

Pyrénées

Jeudi 17 août : Tarbes

Vendredi 18 août : Pau
Samedi 19 août : Tarbes

Ain

Lundi 21 août :
Villefranche-sur-Saône
Mardi 22 août :
Villefontaine
Mercredi 23 août :
Ambérieu-en-Bugey
Jeudi 24 août : Oyonnax
Vendredi 25 août :
Bourg-en-Bresse
Samedi 26 août :
Bourg-en-Bresse

Bretagne

Lundi 21 août : Quimper
Mardi 22 août : Brest
Mercredi 23 août :
Concarneau/Douarnenez
Jeudi 24 août : Lanester
Vendredi 25 août : Vannes
Samedi 26 août : Lorient

Charente-Maritime

Lundi 21 août :
La Rochelle
Mardi 22 août : Niort
Mercredi 23 août :
La Rochelle
Jeudi 24 août : Rochefort
Vendredi 25 août : Saintes
Samedi 26 août :
Rochefort

Lorraine

Lundi 21 août : Thionville
Mardi 22 août :
Sarreguemines
Mercredi 23 août : Nancy
Jeudi 24 août : Metz
Vendredi 25 août :
Thionville
Samedi 26 août : Longwy

Pays-de-la-Loire

Lundi 21 août : Angers
Mardi 22 août : Bressuire
Mercredi 23 août : Saumur
Jeudi 24 août : Cholet
Vendredi 25 août :
La Roche-sur-Yon
Samedi 26 août : Nantes

Seine-et-Marne

Lundi 21 août : Melun

Mardi 22 août :
Montereau-Fault-Yonne
Mercredi 23 août :
Nemours

Jeudi 24 août : Meaux
Vendredi 25 août :
Champs-sur-Marne
Samedi 26 août : Chelles

Toulouse et sa région

Lundi 21 août : Toulouse
Mardi 22 août :
Ramonville-Saint-Agne
Mercredi 23 août :
Montauban
Jeudi 24 août : Muret
Vendredi 25 août :
Auterive
Samedi 26 août :
Colomiers